



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

négociations

Question au Gouvernement n° 1874

Texte de la question

DIALOGUE SOCIAL

M. le président. La parole est à M. François Hollande, pour le groupe socialiste. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. François Hollande. Monsieur le Premier ministre, il y a mille jours, ici même, lors de votre discours de politique générale, vous affichiez, vous proclamiez, votre volonté de dialogue sociale. Convenez aujourd'hui que vous êtes loin du compte ! Aucune négociation n'est ouverte, sur aucun sujet : pas davantage sur l'emploi que sur le pouvoir d'achat, pas non plus dans la fonction publique. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Toutes les organisations syndicales, après les imposantes manifestations de samedi (*Mêmes mouvements*),...

M. Lucien Degauchy. Il n'y avait que des socialos !

M. François Hollande. ...attendaient de vous, monsieur le Premier ministre, une initiative, une proposition, une ouverture : rien n'est venu !

M. Jean Marsaudon. C'est bien !

M. François Hollande. Vous avez même répondu par une formule badine - et j'emploie ce mot à dessein. Je considère que cette attitude qui est la vôtre, dans ces circonstances, après des manifestations de cette importance, n'est pas à la hauteur d'un chef de gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Vives protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Par votre attitude - et je confirme le mot -, vous prenez le risque d'amplifier un mécontentement à force de l'ignorer. Sur le dossier des 35 heures, vous aviez pris un engagement solennel, monsieur le Premier ministre : dans la loi sur le dialogue social, vous aviez dit qu'il n'y aurait aucun projet de loi s'il n'y avait eu, au préalable, une concertation avec l'ensemble des organisations syndicales. Il n'y a pas eu de concertation ! Et il y a, aujourd'hui, une proposition de loi !

M. Yves Nicolin. C'est le droit du Parlement !

M. François Hollande. Sur le fond donc, comme sur la méthode, vous ne contribuez pas à l'apaisement nécessaire qui serait pourtant indispensable pour le retour de la croissance et de la confiance. (*" La question ! " sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Ma question est donc toute simple, monsieur le Premier ministre : allez-vous recevoir les organisations syndicales qui vous en ont fait la demande ? Allez-vous écouter leur message ? Vous avez dit, monsieur le Premier ministre, que vous aviez, samedi, ouvert vos fenêtres pour écouter les manifestants ; aujourd'hui, ouvrez votre porte pour entendre les organisations syndicales ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre. Monsieur le député, ce n'est pas parce qu'on défile à la tête des manifestations organisées par les autres qu'on est un spécialiste du dialogue social ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française.*) Ma porte est ouverte aux syndicats, et c'est pour ça qu'au mois de septembre, puis au mois d'octobre, je les ai tous reçus, pour parler du temps choisi, pour parler de cette liberté de travailler plus

pour celui qui veut gagner plus (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Je les ai reçus les uns après les autres. Je les reçois non seulement régulièrement à Matignon, mais aussi Gérard Larcher au ministère du travail.

M. Alain Vidalies. C'est faux !

M. le Premier ministre. Je les ai eus au téléphone. Nous travaillons régulièrement avec les uns, avec les autres. ("*C'est faux !*" sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Christian Bataille. C'est méprisant !

M. le Premier ministre. Le mépris n'est pas dans notre nature : c'était à une autre époque. Cette époque de la distance, cette époque de l'arrogance est désormais révolue. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - " C'est faux ! " sur les bancs du groupe socialiste.*) Nous sommes attentifs à ce qu'ont demandé les syndicats. Ils ont demandé à ce que, dans les petites entreprises, on puisse rapprocher, progressivement, la rémunération des heures supplémentaires du régime applicable dans les grandes entreprises. Eh bien, nous irons dans cette direction. Ils ont demandé à ce que, dans les petites entreprises, il y ait plus de dialogue social, pour qu'il y ait moins d'écart entre les différents salariés des grandes entreprises et ceux des petites entreprises. Eh bien, nous irons dans cette direction.

Vous voyez, monsieur le député, nous sommes très attentifs, parce que la politique que nous menons, c'est une politique pour la France. Ce n'est pas une politique catégorielle !

M. Gilbert Biessy. C'est une politique pour les riches !

M. le Premier ministre. Ce n'est pas une politique pour une partie des Français ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Ce n'est pas une politique inspirée par le sectarisme ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Et je ne crois pas, monsieur le député, que l'attitude d'un gouvernement voulant défendre une politique d'avenir...

M. Alain Vidalies. C'est incroyable !

M. le Premier ministre. ...soit de s'engager dans les voies que vous proposez : celles de la démagogie. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) La France a besoin de courage ! La France a besoin de détermination ! Il faut lui tenir le langage de vérité. Notre modèle social, le progrès social dans notre pays, ne peut se financer que par le travail, avec l'esprit de justice, avec le libre choix. C'est la politique qui est proposée. C'est une politique qui écoute le pays. Et c'est aussi une politique qui sert la France...

M. François Hollande. Non !

M. le Premier ministre. ...et qui n'a pas, comme ambition, de servir un parti de la France ! (*Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et applaudissements sur quelques bancs du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. Démission !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues !

Données clés

Auteur : [M. François Hollande](#)

Circonscription : Corrèze (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1874

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 février 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 février 2005